



## Des indices montrent « des fausses déclarations, la loi bafouée » dans la façon dont le FBI enquête sur les courriels de Clinton

Par [Zero Hedge](#)

Mondialisation.ca, 17 janvier 2018

[zerohedge.com](#) 2 janvier 2018

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Loi et Justice](#), [Services de renseignements](#)

L'état profond s'est pris un œil au beurre noir et Clinton un autre clou dans son cercueil. *The Hill* de John Solomon rapporte que les Républicains participant à certaines commissions du Congrès racontent qu'ils ont découvert de nouvelles irrégularités et contradictions dans le rapport du FBI concernant Hillary Clinton et son serveur de courriels.

« *C'était une tentative pour cacher la misère, cacher les conclusions* » dit Matt Gaetz (R-Fla.), un membre de la Commission juridique du Congrès qui a assisté à la séance d'information de McCabe [le directeur adjoint du FBI, NdT], avant les Fêtes. « *Hillary Clinton a manifestement bénéficié de l'aide d'individus pour s'assurer qu'elle ne soit pas tenue responsable.* »

Dans ce qui semble être une preuve claire confirmant les craintes de favoritisme et de préjugés au sein du FBI, les législateurs [ont dit à \*The Hill\*](#) que, pour la première fois, ils ont trouvé des preuves écrites montrant que le FBI pensait bien que les indices indiquaient que certaines lois avaient été enfreintes lorsque l'ancienne secrétaire d'État et ses principaux assistants ont transmis des informations classifiées par l'intermédiaire de son serveur de courriels privé non sécurisé.

Selon les législateurs ces preuves consistent en :

1 - Des extraits des documents du FBI indiquant que le « volume conséquent » d'informations classifiées qui circulaient dans les courriels non sécurisés de Clinton était la preuve d'une infraction ;

2 - L'aveu par un témoin clé dans l'affaire d'avoir fait de fausses déclarations.

Le nom du témoin est expurgé des documents du FBI, mais les législateurs ont déclaré que c'était un employé d'une société informatique qui l'avait aidée à maintenir son serveur personnel après qu'elle a quitté sa fonction de haut diplomate américain. Ce témoin a admis tardivement qu'il avait effacé définitivement les archives de ses messages, en 2015, après qu'il avait été appelé à témoigner au Congrès.

Les enquêteurs ont également confirmé que le FBI a commencé à rédiger une déclaration disculpant Mme Clinton de tout crime alors que des éléments de preuve répondant aux citations à comparaître étaient encore en suspens et ceci avant même que les agents n'aient interrogé plus d'une douzaine de témoins clés.

Parmi ces témoins, on compte Clinton et l'employée de la firme informatique qui a effacé définitivement ses archives de courriels quelques jours seulement après l'audition au Congrès, ont déclaré les enquêteurs.

En particulier, les législateurs de la Commission judiciaire de la Chambre des représentants qui ont assisté à une séance d'information à huis clos organisée le 21 décembre par le directeur adjoint du FBI, Andrew McCabe, ont déclaré que le fonctionnaire du FBI avait confirmé que les décisions d'enquête et d'inculpation étaient contrôlées par un petit groupe au siège de Washington, plutôt que par le processus normal consistant à permettre aux bureaux locaux d'enquêter.

Le démocrate Jerrold Nadler (D-N. Y.) a même reconnu que la façon dont le FBI traitait le cas était unique mais a, bien sûr, déclaré que les Républicains politisaient le travail de leur commission.

Le républicain Gaetz dit qu'il s'interroge de plus en plus sur le rôle que le département de la Justice d'Obama a joué dans cette affaire.

« Je pense que nous avons plus de questions que de réponses vu ce que nous avons appris » estime Gaetz.

Un législateur républicain du Congrès a déclaré à *The Hill* que son personnel avait également identifié au moins une douzaine d'interrogatoires qui ont été menés après le début de la déclaration, y compris des personnes ayant des informations clés sur la destruction possible de preuves ou sur l'intention de le faire.

Le personnel de Chuck Grassley (R-Iowa), président de la Commission juridique du Sénat, avance un chiffre plus élevé : 17 témoins, dont Clinton, ont été interrogés alors que la décision avait déjà été prise.

« Le fait de tirer une conclusion avant d'interroger des témoins clés et le suspect lui-même viole le principe même d'une bonne enquête. On ne s'enferme pas dans une théorie avant d'avoir les faits. La preuve, qui n'est pas encore publique, montre qu'ils se sont enfermés dans une théorie et ont ensuite négligé les faits qui la contredisent » déclare ce législateur du Parti républicain, ne parlant que sous réserve de l'anonymat car les documents n'ont pas encore été divulgués.

Le président du Sénat a soulevé une autre préoccupation avant les vacances : le FBI n'a pas démarré d'enquête lorsque les archives des courriels de Clinton ont été définitivement supprimées de son serveur privé quelques jours après qu'une assignation à comparaître eut été émise par une commission du Congrès qui enquêtait sur l'attaque de 2012 contre le complexe diplomatique des États-Unis à Benghazi.

Cette suppression d'archives a eu lieu le jour même où l'ancien chef de cabinet de Mme Clinton et son avocat ont reçu un appel de la société d'informatique qui s'est occupée de la suppression de ces fichiers à l'aide d'un logiciel anti-récupération appelé BleachBit, fait remarquer Grassley.

« Vous avez une conférence téléphonique avec les avocats de la secrétaire

d'État Clinton, le 31 mars 2015, et le même jour, ses courriels sont effacés à l'aide du logiciel spécial BleachBit par quelqu'un qui était présent lors de cette conférence téléphonique, a déclaré Grassley. Les courriels étaient des dossiers du département d'État sur assignation du Congrès. »

« Qu'a fait le FBI pour enquêter sur cette apparente obstruction à la justice ? se demande Grassley. Selon les affidavits déposés à la Cour fédérale, absolument rien. Le FBI ne s'est concentré que sur le traitement des informations classifiées. »

Comme [le note The Hill](#), les deux parties sont susceptibles d'en apprendre davantage au cours du premier trimestre de 2018, lorsque l'inspecteur général du ministère de la Justice aura publié les conclusions initiales de ce qui est devenu une enquête approfondie sur le traitement par le FBI de l'affaire des courriels de Clinton, ainsi que sur la question de savoir si ses agents et superviseurs avaient des liens politiques, des conflits éthiques ou des préjugés qui auraient influé sur leur travail.

Tandis que la résistance tente de faire basculer le récit vers Papadopoulos, et s'éloigne du cas de Page et de Trump, il devient de plus en plus clair d'où la vraie corruption émerge.

**Zero Hedge**

Article original en anglais : [Probe Uncovers « Laws Broken, False Statements » In FBI Handling of Clinton Emails](#), Zero Hedge, le 03 janvier 2018

Traduit par Wayan, relu par Cat pour [le Saker Francophone](#).

La source originale de cet article est [zerohedge.com](#)

Copyright © [Zero Hedge](#), [zerohedge.com](#), 2018

Articles Par : [Zero Hedge](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)